

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/24

21 juillet 1997

(97-3075)

Conseil du commerce des services

RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES POUR LE PROGRAMME D'ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Note du Secrétariat

1. Suite à une demande du Président du Conseil du commerce des services (document S/C/M/19), le Secrétariat a établi la présente note concernant les renseignements disponibles pouvant être utilisés dans le cadre du programme d'échange de renseignements selon les objectifs et la structure du programme précédemment définis par le Conseil du commerce des services.

I. OBJECTIFS DU PROGRAMME D'ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

2. Il est indiqué dans le rapport au Conseil général, établi pour la Conférence ministérielle qui s'est tenue en décembre 1996 à Singapour, que "le programme vise à faciliter l'accès de tous les Membres, en particulier les pays en développement Membres, aux renseignements concernant les lois, réglementations, directives et mesures administratives affectant le commerce des services afin de contribuer à l'évaluation de ce courant d'échanges qui servirait de base aux négociations futures dans le secteur des services" (document S/C/3).¹ Des communications traitant de ce sujet ont été présentées par l'Australie (documents S/C/W/17, W/17/Add.1 et W/21) et le Chili (document S/C/W/16).

II. STRUCTURE ET TYPES DE RENSEIGNEMENTS REQUIS

3. Le rapport indique en outre que "la structure du programme devrait être simple et propre à constituer une norme commune et une base multilatérale concise permettant de comprendre l'état et l'évolution des réglementations régissant le secteur des services sans qu'il en résulte une charge superflue pour les Membres d'une manière générale et les pays en développement Membres en particulier. En 1997, le Conseil devrait convenir des modalités et du calendrier du programme."² Les Membres devront étudier les types d'échange de renseignements prévus ainsi que le degré de participation attendu du Secrétariat. Il importe d'étudier si, pour faciliter l'accès aux renseignements, il faut essentiellement procéder à des échanges bilatéraux, éventuellement sous forme de questions et de réponses qui pourraient ensuite être distribuées par le Secrétariat, ou s'il convient de prévoir une structure plus formelle entraînant peut-être l'utilisation d'un ou de plusieurs questionnaires de caractère général ou d'autres modes de présentation normalisés. A cet égard, il convient de se demander si l'on pourrait attendre des Membres dans la première phase de l'échange de renseignements, qu'ils communiquent des listes des renseignements disponibles actuellement concernant leurs régimes nationaux.

¹On pourrait déduire de cette déclaration que le programme d'échange de renseignements consistera principalement à rassembler des données, c'est-à-dire qu'il supposera au minimum un accès aux sources d'informations, tandis que la phase d'évaluation ultérieure aura un caractère plus analytique.

²De même, il serait peut-être judicieux que le Conseil établisse également un calendrier pour l'évaluation.

4. Les Membres devront également déterminer quels secteurs éventuels devraient être prioritaires dans le cadre de l'échange de renseignements ainsi que le niveau de ventilation sectorielle envisagé (ce niveau pouvant varier selon les secteurs).³ Nul doute que les renseignements échangés doivent être surtout de nature descriptive et ne pas se limiter exclusivement au texte des règlements et des lois. Il est probable que ces renseignements devront porter sur les aspects fondamentaux suivants: orientation générale des systèmes réglementaires et des mesures individuelles, liens de ces derniers avec les dispositions de l'AGCS, changements récents ou envisagés, dispositions visant à assurer la concurrence et l'accès aux marchés et données sur les autorités administratives compétentes et leurs pouvoirs réglementaires. Dans le cadre de l'échange de renseignements, le rôle du Secrétariat pourrait consister principalement à faciliter les échanges entre les Membres et non à fournir les renseignements requis.

III. RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES A L'OMC

5. Les renseignements immédiatement disponibles au sein de l'OMC pour échange de renseignements se limitent principalement aux Listes des Membres annexées à l'AGCS, aux notifications et aux réponses aux questionnaires. Il convient de noter que les Listes définissent uniquement les obligations juridiques contractées par les Membres dans le cadre de l'AGCS. Elles ne reflètent pas nécessairement la situation dans les secteurs visés, qui peut fort bien être plus libérale; elles ne reflètent pas non plus les politiques qui ne relèvent pas de la Partie III de l'AGCS ni la situation dans les secteurs non inclus dans les Listes. On trouvera à l'annexe I la liste des engagements spécifiques existant actuellement dans le cadre de l'AGCS, par pays et principaux secteurs.

6. A la mi-juillet 1997, le Secrétariat avait enregistré 123 Listes annexées à l'AGCS (avec 647 engagements dans les 12 grandes catégories de services énumérées dans le document MTN.GNS/W/120), 128 notifications (15 au titre de l'article III:3 sur les modifications des réglementations existant dans les secteurs assujettis à des engagements spécifiques, 44 au titre de l'article III:4 sur les points d'information, 36 au titre de l'article IV:2 sur les points de contact, onze au titre de l'article V:7 sur les accords d'intégration économique, cinq au titre de l'article *Vbis* sur les accords d'intégration des marchés du travail, 13 au titre de l'article VII:4 sur les accords de reconnaissance et quatre au titre de l'article XXVIII k) sur le traitement des résidents permanents) et 132 réponses à des questionnaires (39 pour les télécommunications, 37 pour le transport maritime, 19 pour les marchés publics, 30 pour le secteur des services comptables, six pour les sauvegardes et une pour les subventions).⁴

7. La nature des renseignements recueillis grâce aux questionnaires apparaît dans les principaux titres: télécommunications (définitions et structure du marché, concurrence et questions réglementaires); transports maritimes (structure du marché et cadre réglementaire); marchés publics (régimes existants de passation des marchés, participation à des accords plurilatéraux, régionaux et/ou bilatéraux et importance économique des marchés de services); secteur des services comptables (généralités, prescriptions en matière de qualifications, normes techniques et déontologie, prescriptions et procédures en matière d'agrément, reconnaissance des qualifications, réglementations régissant l'établissement d'une présence commerciale, réglementations régissant l'admission et le séjour temporaire des personnes physiques aux fins de la fourniture de services comptables et prescriptions en matière de nationalité/résidence).

³En principe, tous les secteurs doivent être pleinement pris en considération. Toutefois, le Conseil voudra peut-être accorder une certaine priorité à des secteurs autres que ceux qui ont été négociés de 1994 à 1997, comme le suggère le Chili.

⁴Une synthèse des réponses aux questionnaires est présentée dans le document S/WPGR/W/20 pour les marchés publics et dans le document S/WPPS/W/11 pour le secteur des services comptables.

8. On peut également trouver des renseignements dans les 26 rapports d'examen des politiques commerciales établis dans le cadre de l'OMC depuis 1995 (les premiers pays examinés étant la Côte d'Ivoire et le Costa Rica), rapports qui contiennent donc des renseignements sur les services (annexe II). Selon les prévisions, 28 autres rapports d'examen des politiques commerciales seront établis d'ici à la fin de 1997 et en 1998 (annexe III). D'autres renseignements de caractère plus général peuvent être obtenus à la bibliothèque de l'OMC (une liste des publications récentes est disponible au Secrétariat) et auprès de la Division des statistiques et des systèmes d'information. On trouvera à l'annexe IV des renseignements sur les données statistiques actuellement disponibles.

IV. RENSEIGNEMENTS PERTINENTS PROVENANT DE SOURCES EXTERIEURES

9. Le Secrétariat a commencé à recueillir des renseignements sur les autres sources éventuelles de données pertinentes pour l'échange de renseignements, principalement les organisations internationales et les gouvernements Membres. La CNUCED, le FMI et l'OCDE gèrent des bases de données spécialisées concernant respectivement, par exemple, les mesures réglementaires générales appliquées dans le domaine des services, les statistiques sur les services et les données sur les services professionnels. Dans le secteur des télécommunications, l'UIT, l'OCDE et l'APEC ont publié des rapports sur le cadre réglementaire des pays Membres. Bon nombre d'autres organisations publient divers documents sur des secteurs de services et des pays déterminés, plus ou moins pertinents pour l'échange de renseignements, mais il est évident qu'il n'existe pas de source d'informations globale pour l'échange de renseignements.⁵ Par ailleurs, il est peu probable que la plupart des publications existantes mettent en évidence la progression rapide de la libéralisation dans de nombreux secteurs de services. Un volume important de renseignements est bien sûr disponible au niveau national, le type de renseignements et le mode de présentation des données variant considérablement selon les pays.

V. DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS

10. Le Secrétariat a rédigé la présente note en se fondant sur l'hypothèse que les échanges de renseignements dont il est question ici seront centrés à Genève, ce qui permettrait aux parties intéressées de bénéficier de l'aide du Secrétariat et d'avoir accès au réseau local (LAN) et à d'autres ressources de l'OMC et, éventuellement, aux renseignements détenus par les missions des Membres. Il est probable que la plupart des échanges se feront de manière traditionnelle, mais on pourrait également prendre en considération les avantages qu'offre la diffusion de renseignements sur Internet. Une "page de liaisons" donnant des renseignements sur les services pourrait être ajoutée au site actuel de l'OMC sur Internet, ce qui permettrait un accès immédiat à de nombreuses sources spécialisées sans qu'il soit nécessaire que les renseignements se trouvent physiquement à Genève.⁶ Les Membres n'ayant pas actuellement de service Internet peuvent se servir des ordinateurs disponibles à la bibliothèque de l'OMC.

VI. DEMANDES POSSIBLES DE RENSEIGNEMENTS AUX MEMBRES ET AUX OBSERVATEURS

11. Les Communautés européennes ont fait observer qu'il faudrait sans aucun doute attendre jusqu'à la fin de 1997 pour pouvoir dresser un inventaire complet des renseignements disponibles (document S/C/M/19). Comme il a été indiqué plus haut, les Membres devront examiner les types d'échanges

⁵Une telle situation est tout à fait compréhensible, étant donné l'énorme complexité qui pourrait caractériser cette source d'informations globale.

⁶Un exemple des liaisons par Internet dont les Membres pourraient faire état, dans le cadre de l'échange de renseignements, est le site "Strategis" (<http://strategis.ic.gc.ca>) du Canada, qui donne des renseignements sur les services, les lois et les réglementations existant dans ce pays. En règle générale, chaque source énumérée devrait être accompagnée d'une brève description des renseignements pertinents.

prévus et déterminer quels secteurs éventuels doivent être prioritaires ainsi que le ou les niveaux de ventilation sectorielle requis. On pourrait ensuite demander aux Membres et aux observateurs de fournir une liste des sources de renseignements existantes, en particulier les liaisons par Internet et les renseignements qui seront accessibles à Genève, des échanges de renseignements ayant lieu ensuite au niveau bilatéral ou à d'autres niveaux. La nature spécifique et l'étendue potentiellement très large des échanges de renseignements à effectuer font que seuls les Membres pourront probablement fournir la majeure partie des renseignements requis. Enfin, les Membres devraient peut-être également déterminer la mesure dans laquelle le programme d'échange de renseignements risque de déborder le cadre des disciplines existantes de l'AGCS, par exemple en allant éventuellement plus loin que les dispositions actuelles de l'article III concernant la transparence.

ANNEXE I

Récapitulation des engagements spécifiques

Pays	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
Afrique du Sud	X	X	X	X	-	X	X	-	X	-	X	X	9
Angola	-	-	-	-	-	-	X	-	X	X	-	-	3
Antigua-et-Barbuda	X	-	-	-	-	-	X	-	X	X	X	-	5
Argentine	X	X	X	X	-	-	X	-	X	-	-	-	6
Australie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-	11
Autriche	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	12
Bahreïn	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	-	-	1
Bangladesh	-	-	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	1
Barbade	X	X	-	-	-	-	X	-	-	X	-	-	4
Belize	X	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	-	2
Bénin	X	-	-	-	-	-	X	-	X	-	X	-	4
Bolivie	-	-	-	-	-	-	-	X	X	X	-	-	3
Botswana	X	X	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	3
Brésil	X	X	X	X	-	-	X	-	X	-	X	-	7
Brunéi Darussalam	X	X	-	-	-	-	X	-	-	-	X	-	4
Bulgarie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-	11
Burkina Faso	-	-	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	1
Burundi	X	-	X	X	-	-	-	X	X	-	-	-	5
Cameroun	X	-	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	2
Canada	X	X	X	X	-	X	X	-	X	-	X	-	8
Chili	X	X	-	-	-	-	X	-	X	-	X	-	5
Chypre	X	-	-	-	-	-	X	-	-	-	-	-	2
Colombie	X	X	X	-	-	X	X	-	X	-	-	-	6
Communauté européenne	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	12
Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	X	X	-	-	2
Corée (Rép. de)	X	X	X	X	-	X	X	-	X	-	X	-	8
Costa Rica	X	-	-	-	X	-	-	X	X	X	X	-	6
Côte d'Ivoire	X	-	X	-	-	-	-	-	X	-	X	-	4
Cuba	X	X	X	-	-	-	X	-	X	X	X	-	7
Djibouti	X	X	-	-	-	-	-	-	X	X	-	-	4
Dominique	-	X	-	-	-	-	X	-	X	X	-	-	4
Egypte	-	-	X	-	-	-	X	-	X	-	X	-	4
El Salvador	X	X	-	-	-	X	X	-	X	-	X	-	6

Pays	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
Emirats arabes unis	X	X	X	-	-	X	X	-	X	-	-	-	6
Equateur	X	X	X	X	-	X	X	X	X	X	X	-	10
Etats-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-	11
Fidji	-	-	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	1
Finlande	X	X	X	X	-	X	X	-	X	X	X	-	9
Gabon	X	-	X	-	-	-	X	-	X	-	-	-	4
Gambie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	12
Ghana	-	-	X	-	X	-	X	-	X	-	X	-	5
Grenade	-	X	-	-	-	-	X	-	X	X	-	-	4
Guatemala	X	-	-	-	-	-	X	-	X	-	X	-	4
Guinée	X	-	-	-	-	X	-	X	X	-	X	-	5
Guinée-Bissau	-	-	-	-	-	-	-	-	X	X	-	-	2
Guyana	X	X	-	-	-	-	X	-	X	-	X	-	5
Haïti	X	-	X	-	X	-	X	-	X	-	-	-	5
Honduras	X	-	-	-	-	-	X	-	X	-	X	-	4
Hong Kong, Chine	X	X	X	X	-	-	X	-	X	X	X	-	8
Hongrie	X	X	-	X	X	X	X	X	X	X	X	-	10
Iles Salomon	X	-	X	-	-	-	X	-	X	-	-	-	4
Inde	X	X	X	-	-	-	X	X	X	-	-	-	6
Indonésie	X	X	X	-	-	-	X	-	X	-	X	-	6
Islande	X	X	X	X	-	X	X	-	X	X	X	-	9
Israël	X	X	-	-	-	X	X	-	X	-	-	-	5
Jamaïque	X	-	-	-	X	-	X	X	X	X	X	-	7
Japon	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-	11
Kenya	-	X	-	-	-	-	X	-	X	-	X	X	5
Koweït	X	-	X	X	-	X	X	X	X	X	-	-	8
Lesotho	X	X	X	X	X	X	X	-	X	-	X	X	10
Liechtenstein	X	X	-	X	X	X	X	-	X	X	X	-	9
Macao	X	-	-	-	-	-	X	-	X	-	-	-	3
Madagascar	X	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Malaisie	X	X	X	-	-	-	X	X	X	X	X	X	9
Malawi	X	-	X	-	-	-	X	X	X	-	-	-	5
Maldives	X	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Mali	-	-	-	-	X	-	-	-	X	-	-	-	2
Malte	-	-	-	-	-	-	X	-	X	-	X	-	3
Maroc	X	X	X	-	-	X	X	-	X	-	X	-	7

Pays	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
Maurice	-	X	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	2
Mauritanie	-	-	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	1
Mexique	X	X	X	X	X	-	X	X	X	-	X	X	10
Mozambique	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	-	-	1
Myanmar	-	-	-	-	-	-	-	-	X	-	X	-	2
Namibie	X	-	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	2
Nicaragua	X	X	-	-	-	-	X	-	X	-	X	-	5
Nigéria	-	X	-	-	-	-	X	-	X	-	X	-	4
Norvège	X	X	X	X	X	X	X	-	X	X	X	-	10
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	-	X	-	X	-	X	-	8
Ouganda	-	-	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	1
Pakistan	X	X	X	-	-	-	X	X	X	-	-	-	6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	X	X	X	-	-	-	X	-	X	-	X	-	6
Paraguay	-	-	-	-	-	-	X	-	X	-	-	-	2
Pérou	X	X	-	X	-	-	X	-	X	X	X	-	7
Philippines	X	X	-	-	-	-	X	-	X	-	X	-	5
Pologne	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-	X	-	10
Qatar	X	X	X	-	-	X	X	-	X	-	-	-	6
République centrafricaine	X	X	-	-	-	X	-	-	X	X	-	-	5
République dominicaine	X	X	X	-	-	-	X	X	X	-	X	-	7
République slovaque	X	X	X	X	X	X	X	-	X	-	X	-	9
République tchèque	X	X	X	X	X	X	X	-	X	-	X	-	9
Roumanie	X	X	X	X	-	X	X	-	X	-	X	-	8
Rwanda	X	-	-	-	X	X	-	-	X	X	-	-	5
Saint-Kitts-et-Nevis	-	X	-	-	-	-	X	-	X	X	X	-	5
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-	-	-	-	-	-	X	X	X	X	X	-	5
Sainte-Lucie	-	-	-	-	-	-	X	X	X	X	X	-	5
Sénégal	X	X	-	X	-	-	-	-	X	X	X	-	6
Sierra Leone	X	X	X	-	X	X	X	X	X	X	X	-	10
Singapour	X	X	X	-	-	-	X	-	X	X	X	-	7
Slovénie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-	11
Sri Lanka	-	-	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	1
Suède	X	X	X	X	-	X	X	-	X	X	X	-	9
Suisse	X	X	X	X	X	X	X	-	X	X	X	-	10

Pays	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
Suriname	-	-	-	-	-	-	-	-	X	-	X	-	2
Swaziland	X	-	-	-	-	-	-	X	X	-	-	-	3
Tanzanie	-	-	-	-	-	-	-	-	X	-	-	-	1
Thaïlande	X	X	X	X	X	X	X	-	X	X	X	-	10
Togo	-	-	X	-	-	-	-	-	X	X	-	-	3
Trinité-et-Tobago	X	-	X	-	X	-	X	X	X	X	X	-	8
Tunisie	-	-	-	-	-	-	X	-	X	-	-	-	2
Turquie	X	X	X	-	X	X	X	X	X	-	X	-	9
Uruguay	X	X	-	-	-	-	X	-	X	X	X	-	6
Venezuela	X	X	X	-	-	-	X	-	X	X	X	X	8
Zambie	X	-	X	-	-	-	-	X	X	-	-	-	4
Zimbabwe	-	X	-	-	-	-	X	-	X	-	-	-	3
Total	84	66	55	34	28	37	84	31	107	45	67	9	647

Légendes:

1. Services fournis aux entreprises
2. Services de communication
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes
4. Services de distribution
5. Services d'éducation
6. Services concernant l'environnement
7. Services financiers
8. Services de santé et services sociaux
9. Services relatifs au tourisme et aux voyages
10. Services récréatifs, culturels et sportifs
11. Services de transport
12. Autres services non compris ailleurs

ANNEXE II

Examens des politiques commerciales effectués dans le cadre de l'OMC (1995-1997)

(1997)	Examen de la politique commerciale du Paraguay
(1997)	Examen de la politique commerciale de Chypre
(1997)	Examen de la politique commerciale de Fidji
(1996)	Examen de la politique commerciale d'El Salvador
(1996)	Examen de la politique commerciale du Canada
(1996)	Examen de la politique commerciale des Etats-Unis
(1996)	Examen de la politique commerciale du Brésil
(1996)	Examen de la politique commerciale de la Nouvelle-Zélande
(1996)	Examen de la politique commerciale de la Corée
(1996)	Examen de la politique commerciale de la Colombie
(1996)	Examen de la politique commerciale de la Zambie
(1996)	Examen de la politique commerciale de la Norvège
(1996)	Examen de la politique commerciale de Singapour
(1996)	Examen de la politique commerciale de la Suisse
(1996)	Examen de la politique commerciale de la République tchèque
(1996)	Examen de la politique commerciale de la République dominicaine
(1996)	Examen de la politique commerciale du Venezuela
(1996)	Examen de la politique commerciale du Maroc
(1995)	Examen de la politique commerciale de la Thaïlande
(1995)	Examen de la politique commerciale de la République slovaque
(1995)	Examen de la politique commerciale de Sri Lanka
(1995)	Examen de la politique commerciale de Maurice
(1995)	Examen de la politique commerciale de l'Ouganda
(1995)	Examen de la politique commerciale de l'Union européenne
(1995)	Examen de la politique commerciale de la Côte d'Ivoire
(1995)	Examen de la politique commerciale du Costa Rica

ANNEXE III

Examens des politiques commerciales prévus pour 1997-1998

Membre	Date d'examen prévue
Bénin	15-16 septembre
Chili	23-24 septembre
Afrique du Sud/ Union douanière d'Afrique australe	29-30 septembre
Mexique	7-8 octobre
Japon	1er-2 décembre
UE	25-26 novembre
Malaisie	4-5 décembre
Pologne	A déterminer
Inde	Janvier 1998
Hongrie	Mai 1998
Trinité-et-Tobago et Jamaïque	Premier semestre de 1998
Nigéria	Premier semestre de 1998
Australie	Premier semestre de 1998
Argentine	Premier semestre de 1998
Ghana	Premier semestre de 1998
Mali et Togo	Premier semestre de 1998
Burkina Faso et Guinée	Premier semestre de 1998
Iles Salomon	Premier semestre de 1998
Turquie	Second semestre de 1998
Uruguay	[Septembre 1998]
Egypte	Second semestre de 1998
Hong Kong, Chine	Second semestre de 1998
Indonésie	Second semestre de 1998
Canada	Second semestre de 1998
Roumanie	Fin 1998/début 1999
Israël	Fin 1998/début 1999
Emirats arabes unis	Fin 1998/début 1999
Etats-Unis	Début 1999

ANNEXE IV

16 juin 1997

Equipe spéciale interorganisations sur les statistiques concernant le commerce des services

Exposé du Secrétariat

Il y a deux ans, le Secrétariat a établi un rapport indiquant l'état des statistiques concernant les services, distribué sous la cote S/C/W/5. Peu de choses ont changé depuis lors en ce qui concerne les statistiques effectivement disponibles, à l'exception du fait que de nombreux autres pays ont adopté la classification relativement détaillée introduite dans la 5ème édition du Manuel de la balance des paiements du FMI, bien qu'il subsiste d'importantes lacunes dans la communication des données. Par ailleurs, d'autres pays ont entrepris des travaux préliminaires en ce qui concerne la collecte de statistiques sur les établissements étrangers. Ces deux éléments avaient été annoncés dans le document du Secrétariat.

Par contre, le rapport n'avait pas entièrement prévu l'étendue des efforts déployés par l'équipe spéciale interorganisations sur les statistiques concernant le commerce des services, créée en 1994 par la Commission de statistique des Nations Unies. C'est au niveau de cette équipe qu'est centralisée la coopération entre plusieurs organisations internationales (EUROSTAT, FMI, OCDE, CNUCED, Division de statistique des Nations Unies, Banque mondiale et OMC). Il a été convenu que l'équipe spéciale axerait d'abord ses travaux sur les besoins statistiques découlant de l'AGCS.

L'équipe spéciale fournit des efforts considérables tant sur le plan théorique que sur le plan pratique. Premièrement, les travaux ont commencé en ce qui concerne un manuel de référence sur les statistiques du commerce des services. Il s'agit d'établir un cadre théorique normalisé et des classifications concernant les statistiques du commerce des services. Le principal objectif est de chercher à répondre, autant que possible, aux besoins de l'AGCS, tout en assurant la compatibilité avec les systèmes statistiques existants, en particulier le système de la balance des paiements (5ème édition du Manuel de la balance des paiements) et le système de comptabilité nationale (révision de 1993). Dans ce contexte, le Secrétariat de l'OMC examine en particulier s'il est possible d'obtenir des statistiques par mode de livraison sans pour cela créer une charge excessive en matière de communication de statistiques. Le projet préliminaire de certains chapitres du manuel vient d'être achevé et sera examiné à la prochaine réunion que tiendra l'équipe spéciale à la fin de juin 1997.

Sur un plan plus pratique, l'aide apportée par l'équipe spéciale permet d'améliorer la disponibilité et la qualité des statistiques du commerce des services. Comme il a été indiqué, les pays de l'OCDE ont déjà entrepris des études pilotes sur les statistiques relatives au mode de livraison "présence commerciale", appelées statistiques du commerce d'entreprises affiliées à des entreprises étrangères. En outre, grâce à l'équipe spéciale, les pays en développement ou en transition ont pu bénéficier plus aisément d'une assistance technique, à laquelle le Secrétariat a contribué.

Il serait peut-être trompeur de conclure sur une note aussi optimiste. En vérité, il nous reste beaucoup à faire pour combler l'écart entre les besoins de l'AGCS et les statistiques disponibles. La conclusion d'un précédent document du Secrétariat reste valable: "L'amélioration des statistiques des services est un processus de longue haleine qui dépend avant tout des efforts déployés par les bureaux nationaux de statistique afin d'employer les méthodes appropriées et de la volonté des pouvoirs publics de fournir les ressources nécessaires."